

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Aménagement d'un plateau d'oncologie – Tour C – Niveau 7

CCTC

PHASE DCE



CENTRE HOSPITALIER
DE VALENCIENNES

MAITRE D'OUVRAGE :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

POLE LOGISTIQUE

Avenue Desendrouin

59300 VALENCIENNES

MAITRE D'ŒUVRE :

Siège social : 2, rue du Tivoli, 59600 MAUBEUGE

Ets secondaire : 73 Bd MONTEBELLO, 59 000 LILLE

**Tél : 06-11-30-49-64,
email : r.moreira@etbe-ing.com,**



Indice A

532

Edition du 23/09/24

SOMMAIRE

1. PREAMBULE.....	4
2. GENERALITES	5
2.1. OBJET DE L'OPERATION	5
2.1.1. TYPE DE L'ETABLISSEMENT.....	5
2.1.2. DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS	5
2.1.3. OBLIGATION D'ACHEVEMENT.....	5
2.2. REPARTITION DES TRAVAUX PAR LOTS	5
2.3. DISPOSITIONS GENERALES	6
2.4. SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS D'ORDRE GENERAL	6
2.4.1. AVERTISSEMENT.....	6
2.4.2. PRISE EN COMPTE DU LIEU D'INTERVENTION	6
2.4.3. MESURES CONCERNANT LA PROTECTION DE LA SECURITE ET DE LA SANTE.....	7
2.4.4. DROIT DE VISITE	8
2.4.5. PRESENTATION DES OFFRES	8
2.4.6. VERIFICATION	9
2.4.7. TRAVAUX ACCESSOIRES.....	10
2.4.8. RELATIONS AVEC LES SERVICES DU CHV	10
2.4.9. RELATIONS DE L'ENTREPRENEUR AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	10
2.4.10. PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX	11
3. PREPARATION ET ORGANISATION DE CHANTIER	11
3.1. PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER	11
3.1.1. OUVERTURE DE LA PERIODE DE PREPARATION	11
3.1.2. STOCKAGE DE MATERIELS ET DE MATERIAUX	12
3.2. MESURES D'ORGANISATION DE CHANTIER.....	12
3.2.1. COMPTE RENDU DE CHANTIER.....	12
3.2.2. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER – REUNIONS INTERENTREPRISES	13
3.2.3. REMISE DE DOCUMENTS AU MAITRE D'ŒUVRE	13
3.2.4. MAITRISE DE CHANTIER.....	14
3.3. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION – ORGANISME OPC.....	14
3.4. INSTALLATION DE CHANTIER	14
3.4.1. COMPTE PRORATA.....	14
3.4.2. PRESTATIONS PARTICULIERES LIEES AU TRAVAIL EN SITE OCCUPE	15
3.4.3. BRANCHEMENTS PROVISOIRES	15
3.4.4. INSTALLATION DE CHANTIER.....	15
3.4.5. EQUIPEMENTS.....	16
3.4.6. PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS	17
3.4.7. PRESTATIONS DIVERSES	19
4. PERIODES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET RECEPTION.....	21
4.1. PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	21
4.1.1. AUTOCONTROLE	21

4.2.	RECEPTION	21
4.2.1.	AVANT RECEPTION.....	21
4.2.2.	GARANTIES DE L'ENTREPRISE	22
4.2.3.	RECEPTION	22
4.2.4.	APRES RECEPTION	23
4.2.5.	CONSTITUTION DU DOE.....	23
4.3.	CONTESTATIONS - SANCTIONS	23
5.	LIMITES DE PRESTATIONS	24
5.1.	LOT 1 : GROS ŒUVRE ETENDU :	24
5.2.	LOT 2 : ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES	24
5.3.	LOT 3 : PLOMBERIE, SANITAIRES, CHAUFFAGE, VENTILATION,	25
5.4.	LOT 4 : PEINTURES.....	25
5.5.	LOT 5 : REVETEMENTS DE SOLS	26
5.6.	LOT 6 : FLUIDES MEDICAUX :	26

1. PREAMBULE

Le projet consiste à réaliser les travaux au niveau 7 de la tour C de l'hôpital Jean Bernard en vue de l'aménagement d'un plateau d'oncologie.

A noter que quelques locaux adjacents au plateau sont à rénover.

Le présent descriptif concerne les prescriptions communes à tous les lots.

Les travaux sont réalisés en site occupé et les services adjacents à ce plateau sont en fonctionnement (Seul le plateau intéressé sera vidé).

2. GENERALITES

2.1. OBJET DE L'OPERATION

2.1.1. Type de l'établissement

Le bâtiment est un ERP de type U – 1^{ère} catégorie

2.1.2. Définition générale des prestations

Les matériaux indiqués dans le C.C.T.P. et les techniques de mise en œuvre sont conseillés mais ne sont pas imposées. Toutefois et afin de préserver une juste concurrence, les entrepreneurs doivent répondre conformément au projet de base présenté (marques et types de matériaux).

Il est rappelé la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction à laquelle les entrepreneurs seront soumis.

2.1.3. Obligation d'achèvement

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les prescriptions suivantes :

- En dehors de tout problème de règlement, les entrepreneurs doivent apprécier la nature et l'étendue de tous les travaux.
- Hors de ces périodes, les locaux recevant du public seront rendus propres à chaque passage.
- A tout moment, le travail dans une zone d'activité peut être stoppé et remis à une date ultérieure sur décision du Maître d'œuvre.
- Le Maître d'œuvre établit avec l'entrepreneur adjudicataire un planning d'activité qui doit être scrupuleusement respecté.

NOTA : En cas de manquement, à l'une ou l'autre des règles énumérées ci-dessus, le Maître d'œuvre se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il juge utiles pour la bonne marche du chantier.

2.2. REPARTITION DES TRAVAUX PAR LOTS

Le marché est constitué des lots suivants :

- Lot 1 : Gros Œuvre étendu.
- Lot 2 : Electricité.
- Lot 3 : Chauffage, ventilation, plomberie.
- Lot 4 : Peintures.
- Lot 5 : Revêtements de sol.
- Lot 6 : Fluides médicaux.

2.3. DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions figurant dans le présent document, ont pour objet la fixation des règles d'intervention pour les différents spécialistes appelés à contribuer à la réalisation d'ensemble des ouvrages.

Les précisions apportées par le dossier ne dispensent pas chaque intervenant de :

- reconnaître par avance les emplacements réservés aux chantiers, les moyens d'accès et les divers règlements auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux ;
- s'entendre avec les tiers sur ce que les travaux ont de commun ;
- reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur réalisation ;
- fournir les indications nécessaires à ses propres travaux ;
- s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au maître d'œuvre.

En résumé, les entrepreneurs doivent avoir une parfaite connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais de livraison, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc présenter d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

2.4. SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS D'ORDRE GENERAL

2.4.1. Avertissement

Il est rappelé que les activités sont maintenues, durant les travaux.

Les entreprises doivent également intégrer le fait que suivant l'activité du site, il pourra être demandé des interruptions de travaux à tout moment.

2.4.2. Prise en compte du lieu d'intervention

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation ;
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;

- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique, ou au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Il ne pourra en aucun cas prétendre ignorer les problèmes de mise en œuvre.

Il ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire du prix du marché en prétextant des complications de mise en œuvre du fait du site ou du mode opératoire des travaux.

2.4.3. Mesures concernant la protection de la sécurité et de la santé

Chaque lot se reportera à la réglementation en vigueur concernant la protection pour la sécurité et la santé des travailleurs et au plan de prévention.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour la protection des personnes tant dans les bâtiments qu'aux abords et ce pendant toute la durée des travaux.

Le chantier sera soumis à la réglementation sur la coordination de chantier (loi N°9361418.31 du 12/93, décret d'application N°941159 du 26/12/94).

Bien que non expressément cités, toutes les normes et tous les règlements en vigueur applicables aux travaux mis en œuvre seront réputés connus et respectés par l'Entrepreneur.

Il est précisé que hormis les prescriptions contenues dans le CCTP, l'exécution de tous les travaux sera conforme aux normes en vigueur et règlements en vigueur et notamment :

- code de l'urbanisme et de l'habitation,
- règles générales de construction,
- règles concernant l'hygiène, la sécurité, la santé, (décret du 08/01/1965)
- arrêtés relatif à la sécurité incendie,
- les normes françaises NF éditées par le centre scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),
- cahier des charges, cahier des clauses spéciales et cahier technique des DTU,
- prescription du CSTB ayant valeur de DTU,
- règles de calculs de DTU,
- règlement sanitaire départemental,
- arrêtés préfectoraux et municipaux s'il y a lieu,

- avis techniques du CSTB repris en garantie par l'AFAC.

Cette liste n'est pas limitative

De par la nature des travaux, l'attention de l'entrepreneur est plus particulièrement attirée sur le règlement de sécurité contre l'incendie.

2.4.4. Droit de visite

L'entrepreneur est tenu de laisser pénétrer à tout moment les représentants du Maître d'Ouvrage, coordonnateur SPS, contrôleur technique, et du Maître d'œuvre à l'intérieur du chantier et le visiter.

Il prend en outre toutes les dispositions pour leur permettre d'exercer leur mission dans les meilleures conditions.

Les frais que l'entrepreneur est amené à engager à cet effet sont implicitement compris dans le prix des travaux.

2.4.5. Présentation des offres

Les offres devront être rigoureusement conformes au projet de base tel que défini par le CCTP, le quantitatif estimatif et les documents graphiques qui s'y rattachent, sous peine d'exclusion pure et simple.

Elles tiendront compte de la totalité des Spécifications Techniques Générales et Particulières.

Le quantitatif estimatif sera complété suivant les alinéas du bordereau du marché à bon de commande.

Tous les travaux doivent être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions, conformément à toutes les règles de l'Art et suivant les plans, indications et prescriptions du B.E.T.

L'énumération des travaux et la liste des matériels définis faisant l'objet du C.C.T.P. et définis dans le devis descriptif n'est en rien limitative. L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des prestations et ne peut demander de supplément de prix pour l'installation de matériels nécessaires au bon fonctionnement ou à l'exploitation rationnelle de l'installation.

Les caractéristiques des matériels définis dans le C.C.T.P. doivent être considérées comme des minima.

Les références à des marques d'appareils sont données à titre indicatif pour fixer le niveau qualitatif. Les soumissionnaires pourront proposer d'autres marques de leur choix, de qualité et de performances équivalentes à celles citées dans le CCTP.

Les marques de matériels ou d'équivalence technique approuvées indiquées dans le descriptif doivent être maintenues pour la remise des prix.

Il est entendu que toute augmentation des dites spécifications qui serait reconnue comme ultérieurement nécessaire pour obtenir les objectifs précisés au présent programme, ne peut donner lieu à aucun supplément de prix.

Avant le démarrage de ses travaux, l'entreprise devra soumettre les références exactes des fournitures qu'elle propose de mettre en œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui apprécieront s'il y a concordance et équivalence avec les prescriptions des pièces du marché. Dans le cas contraire, ils se réservent le droit d'exiger les marques et types cités en référence dans le CCTP.

L'entrepreneur devra fournir sur demande la preuve de l'origine des matériaux par des documents authentiques. Tous les éléments mis en œuvre doivent être :

- Neufs et en parfait état,
- Conformes (et par ordre de priorité en cas de contradiction) :
 1. à la réglementation,
 2. à la description des travaux.
 3. aux plans de principe joints.

En outre, lorsque pour une nature ou qualité de matériau ou pour une nature de matériel déterminé, les normes prévoient l'attribution d'une marque nationale de conformité (marque NF) ou d'une marque UTE, il ne doit, sauf dans le cas particulier où le CCTP libère explicitement de cette obligation, être utilisé qu'un matériau ou matériel revêtu de cette marque.

L'entrepreneur s'engage à fournir les installations dans les délais demandés en ayant obtenu auprès des fournisseurs les délais de livraison nécessaires.

L'entrepreneur adjudicataire des travaux est tenu d'entretenir ses installations en bon état de fonctionnement pendant toute la période comprise entre l'achèvement des travaux et la réception.

Pendant ce délai, il doit remplacer à ses frais toutes pièces qui viendraient à faire défaut par vice de construction ou de montage, et il demeure responsable de tous travaux ou ouvrages qui peuvent être exigés par suite de ces défauts.

Si pendant le délai de garantie, une avarie survient dont la réparation incombe à l'adjudicataire du présent lot, un procès-verbal circonstancié est établi et une notification de travaux lui sera adressée.

2.4.6. Vérification

Avant l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit vérifier toutes les pièces du marché qui lui sont remises. En aucun cas, il ne peut arguer d'omissions ou d'erreurs de plans ou de devis pour ne pas exécuter intégralement tous les

ouvrages nécessaires à l'achèvement normal des travaux selon les règles de l'Art.

L'ensemble des travaux d'un lot est défini par les pièces écrites techniques particulières et les plans joints. L'ensemble constitue un tout, qui définit la prestation et auquel il a été apporté un soin particulier.

Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage ainsi à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il doit, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il a à travailler.

S'il a des réserves à formuler, il doit en avertir le B.E.T. avant tout commencement des travaux.

2.4.7. Travaux accessoires

Le présent dossier ne pouvant entrer dans tous les détails techniques et dans l'énumération de tous les travaux accessoires, les entrepreneurs doivent avant la remise des offres émettre toutes réserves qu'ils jugent opportunes et présenter des solutions adéquates, ces dernières complètement décrites et chiffrées. Dans le cas où l'entrepreneur n'émet aucune remarque, toutes ces prestations sont jugées incluses dans l'offre.

2.4.8. Relations avec les services du CHV

L'entrepreneur se met en rapport avec les services du CHV afin d'obtenir tous les renseignements utiles à l'exécution de ses travaux, pour effectuer les branchements et réaliser les travaux que ces organismes ne prennent pas en charge.

Il se soumet à toutes les vérifications et visites des ingénieurs, inspecteurs et agents des services compétents.

Il fournit tous les documents et les pièces justificatives demandées. Il accomplit les démarches nécessaires pour obtenir tous les accords et les autorisations indispensables à l'exécution de ses travaux.

2.4.9. Relations de l'entrepreneur avec les autres corps d'état

L'entrepreneur se doit de fournir tous les documents nécessaires aux autres entrepreneurs en parfaite collaborations.

2.4.10.Planning prévisionnel des travaux

Le démarrage du chantier est prévu pour décembre 2024 pour une durée de 6 mois suivant planning joint à la consultation.

Il est rappelé que les travaux ont lieu en site occupé.

Il est rappelé que les entreprises interviennent au Centre hospitalier de Valenciennes, à cet effet :

Toute intervention dans la zone en activité ne peut se faire qu'après demande préalable faite au Maître d'Ouvrage.

De part l'activité du site les entreprises seront amenées à décaler des interventions dans la journée (hors heures ouvrables) ou éventuellement les samedis, dimanches ou jours fériés pour assurer la continuité de service.

A cet effet, une note sur les conditions d'interventions est décrite aux CCTP (intervention de nuit, évacuation de nuit ...).

L'évacuation et les approvisionnements se faisant par les monte-charge depuis le sous-sol.

3. PREPARATION ET ORGANISATION DE CHANTIER

3.1. PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER

3.1.1. Ouverture de la période de préparation

Dès leur désignation par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs titulaires de chacun des lots de travaux sont tenus de répondre aux convocations du maître d'œuvre dans le cadre de la période de préparation.

Les réunions préliminaires nécessaires se tiennent chez le maître de l'ouvrage ou à tout autre endroit au choix du maître d'ouvrage.

Au cours de cette période, toutes les mises au point indispensables à l'exécution des travaux sont effectuées selon le processus développé ci-après.

3.1.2. Stockage de matériels et de matériaux

Dans les zones de chantier, il sera possible de procéder au stockage des matériaux dans l'enceinte du site pour des périodes courtes (en accord avec le maître d'œuvre).

L'entreprise indique sur son plan d'installation de chantier les zones de chantier et de stockage. Ces espaces doivent maintenir l'accès des services d'intervention aux bâtiments et aux organes de sécurité (borne incendie, vanne de coupure gaz, etc...).

L'accès au chantier, le stockage des matériaux et les évacuations sont déterminés lors de la première réunion de chantier en accord avec les responsables du site en fonction du planning général et des différentes contraintes rencontrées sur le site.

L'entrepreneur fait son affaire des éventuelles demandes d'autorisation de stationnement dans le site et la mise en place de l'installation de chantier (bungalow, stockage). Il prend toutes les dispositions nécessaires (règles de sécurité à l'intérieur, surveillance et entretien de ses locaux de chantier) et ce sous son entière responsabilité.

L'ensemble de ces prestations est à la charge de l'entreprise du lot concerné ainsi que les baraquements et installations diverses nécessaires tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériels.

3.2. MESURES D'ORGANISATION DE CHANTIER

3.2.1. Compte rendu de chantier

Il sera établi par le maître d'œuvre, conformément au compte rendu type du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre, à l'issue de chaque réunion, un compte rendu du rendez-vous de chantier, mention explicite sera faite des entrepreneurs présents, le maître d'œuvre donne, sur le CR, des instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par voie différente.

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance des indications portées sur ce compte rendu dès réception de celui-ci.

Le compte rendu de chantier qui n'aura pas fait l'objet d'observation écrite auprès du maître d'œuvre (lettre ou télécopie) avant la réunion de chantier suivante, sera considéré comme accepté sans réserve par toutes les entreprises.

Les inscriptions portées par le maître d'œuvre sur le "compte rendu" valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant être donnée à la diligence du chef de chantier.

La fourniture, la tenue, la mise à disposition des diverses entreprises et la bonne conservation sur chantier des comptes rendus incombent à l'entrepreneur chargé de l'organisation matérielle et collective du chantier.

3.2.2. Rendez-vous de chantier – réunions interentreprises

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous provoqués par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ou d'y déléguer **un représentant ayant une parfaite connaissance du chantier et ayant pouvoir pour engager l'entreprise** et donner sur-le-champ les ordres nécessaires au personnel sur le chantier. **Toutes absences non justifiées sera « pénalisable » suivant décision du maître d'œuvre conformément au marché à bon de commande.**

3.2.3. Remise de documents au maître d'œuvre

Tout document soumis au visa du maître d'œuvre, aussi bien pendant la période de préparation qu'en cours d'exécution, doit lui être adressé en quatre exemplaires, accompagnés de toutes les pièces ou autres plans nécessaires à sa bonne compréhension et à son examen.

Le visa atteste que le document concerné a été présenté au maître d'œuvre à la date que celui-ci a précisée à cette occasion. Le visa de la maîtrise d'œuvre ne dédouane pas l'entreprise de sa responsabilité.

Les erreurs, fautes ou incidents divers, imputables à un manque de connaissance des travaux des autres corps d'état, sont intégralement supportés par la ou les entreprises responsables.

Pour la détermination ou le partage des responsabilités, le maître d'œuvre est seul juge et sa décision est sans appel. Au cas où il est demandé, par le maître d'œuvre, l'établissement d'un plan de détails pour un ouvrage non prévu ou modificatif, l'entrepreneur doit faire parvenir avec ledit plan, le devis estimatif et signaler l'incidence éventuelle de la modification sur les travaux des autres corps d'état.

En cours d'exécution, tous les plans établis par les entreprises sont remis au maître d'œuvre selon le calendrier fixé et, en tout état de cause, au moins trois semaines avant la mise en œuvre.

Après examen et visa, le maître d'œuvre adresse, sous 15 jours maximum, aux entreprises concernées, les tirages des plans enregistrés préalablement sur un cahier spécial, avec report de la mention de transmission au procès-verbal de réunions de chantier.

3.2.4. Maîtrise de chantier

3.2.4.1. *Dispositions générales*

Pour permettre, tant un ordonnancement correct qu'un bon déroulement des travaux, en tenant compte des impératifs et aléas de chantier, un certain nombre de mesures sont applicables à la présente opération.

Ces mesures consistent principalement en une fixation de tâches clés, conditionnant l'enchaînement correct des interventions diverses et la détermination, selon des critères parfaitement précisés, des périodes d'intempéries et des modalités de reprise des travaux.

Les entreprises ont à fournir les renseignements indispensables à la planification de l'exécution selon le processus suivant :

3.2.4.2. *Modalités d'ordonnancement*

Seuls sont contractuels : le calendrier général et la liste des tâches-clefs, dont les dates sont précisées à l'appui de l'acte d'engagement.

Les plannings "exécution" établis en phase préparation ou en phase travaux font toujours référence à ces documents. **Ils sont signés par toutes les entreprises.**

Les retards justifiables, pour raison d'intempéries notamment, sont comptabilisés pour le recalage des dates des tâches clefs, en cours d'exécution des travaux.

3.3. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION – ORGANISME OPC

La mission est réalisée conjointement entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

3.4. INSTALLATION DE CHANTIER

3.4.1. Compte prorata

Sans objet.

3.4.2. Prestations particulières liées au travail en site occupé

3.4.2.1.Nuisances diverses

Nuisances sonores

L'Entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de limiter au maximum les nuisances sonores dues à ses installations, dans le plus grand respect des normes acoustiques en vigueur. Il est entièrement responsable des bruits engendrés de façon directe ou indirecte par ses installations et doit y remédier (en agissant sur leurs origines) sous peine de se voir refuser la totalité de ses travaux. **Les travaux bruyants seront réalisés en dehors des heures de pleines activités, ils seront calés avec le représentant de l'occupant sur site qui sera désigné par le maître d'ouvrage.**

Poussières

Des dispositions seront prises pour limiter la diffusion de poussière lors de la réalisation des travaux.

3.4.2.2.Amiante

Voir DAT.

3.4.3. Branchements provisoires

3.4.3.1.Branchements provisoires d'eau et d'électricité

Branchement eau à prévoir au lot CVC. Branchement électrique, éclairage et coffret de chantier à prévoir au lot électricité hormis lors de la phase de démolition préliminaire (coffret à prévoir au lot 6).

3.4.3.2.Voies d'accès - stationnement

Une zone de chantier sera réservée aux entreprises, sur site. L'entreprise du lot 1 devra clôturer celle-ci.

3.4.4. Installation de chantier

Ces prestations sont définies comme suit.

3.4.4.1.Emplacement des baraques de chantier

Un réfectoire sera mis à disposition sur site.

Il sera aménagé par l'entreprise du lot 6 et maintenu en état.

Le titulaire du lot 6 doit prévoir la protection du sol par polyane + plaque de protection en isorel.

3.4.4.2.Panneaux de chantier

Sans objet.

3.4.4.3.Panneaux de signalisation

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier, ainsi que les panneaux de signalisation de circulation sur le chantier et dans les bâtiments sont confectionnés et mis en place par l'entrepreneur, qui veille à leur bonne conservation pendant toute l'exécution des travaux.

3.4.4.4.Sanitaires de chantier

Mis à disposition sur le plateau. Entretien au lot 6 puis du lot1.

3.4.4.5.Bennes

Chaque entreprise aura à sa charge l'évacuation de ces gravats et la prise en charge en décharge adaptée.

3.4.4.6.Clôtures

Chaque entreprise clôturera suivant ses besoins.

3.4.5. Equipements

3.4.5.1.Electricité

Chaque entreprise subviendra à ces propres besoins. Afin de prévenir des risques de chute de plain pied et l'encombrement des circulations dans l'établissement (coffrets et rallonges électriques), les entreprises équiperont leurs salariés d'appareils rechargeables.

3.4.5.2.Manutentions et livraisons

Les bennes, véhicules et matériaux livrés seront implantés sur le privé (parking) ou livré au fur et à mesure des besoins. Les zones chantier seront délimitées en début de chantier et clôturées par chaque titulaire.

Un stockage « limité » pourra être effectué sur les zones de chantier.

3.4.5.3.Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections lors de l'installation du chantier (clôtures etc...) sont à la charge de l'entrepreneur pour la zone chantier définie lors des réunions de préparation. Chaque entrepreneur doit prévoir les clôtures incombant à ces travaux.

3.4.6. Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans l'existant, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

3.4.6.1.Protection contre l'incendie

Les règles de sécurité contre les risques d'incendie doivent être strictement respectées durant les travaux.

A charge du lot électricité : 2 Têtes de détection incendie seront laissées en place sur le chantier durant toute la durée. Celles-ci seront inhibées chaque matin sur appel au PC sécurité et remises en services le soir (sur appel également).

L'ensemble des autres têtes seront masquées à l'aide de gant plastifié ou autre à charge de l'entreprise.

Durant la phase de démolition l'entreprise du lot 1 protégera les têtes et enlèvera 2 gants chaque soir et se chargera des appels au PC sécurité.

S'agissant de travaux en locaux occupés dans un établissement de type ERP, les consignes concernant les règles de sécurité contre les risques d'incendie doivent être strictement respectées.

Il est strictement interdit d'allumer des feux (notamment du genre "brasero"), tant à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur.

Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités strictement nécessaires à la consommation journalière.

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur, selon leur nature et leur importance.

Les bouches d'incendie qui peuvent être installées doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.

Les entrepreneurs doivent obtenir l'accord du Maître d'ouvrage avant utilisation de tout matériel assimilable à une source de chaleur (ex : chalumeau), nécessaire aux travaux (permis de feu).

Tous les postes de travail utilisant des sources de feu, découpes au chalumeau, à la meule, soudures, brasages seront équipés d'un extincteur.

Les entrepreneurs doivent obtenir l'accord du Maître d'ouvrage avant utilisation de tout matériel assimilable à une source de chaleur (ex : chalumeau), nécessaire aux travaux (permis de feu).

3.4.6.2.Mise en sécurité du chantier

En cours de travaux, l'entrepreneur prend toutes dispositions pour préserver la libre circulation du personnel, de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Il prend toutes mesures pour interdire l'entrée de son chantier. En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux, ou de matériel, au préjudice de l'entrepreneur, celui-ci ne peut en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

Il doit garantir les travaux des dégradations et avaries que ceux-ci peuvent éprouver pour quelque cause que ce soit. Il est tenu responsable de tous les dommages qui peuvent survenir.

En particulier, il est fait application des normes et règlements suivants :

- NFX 08 003, couleurs et signaux de sécurité (viabilité provisoire)
 - Fascicule OPPBTP n° 144 E 66, baraquement
 - Fascicule OPPBTP n° 118 B 64, baraquement
 - Fascicule OPPBTP n° 143 A 69, baraquement
 - Décret du 8 janvier 1965 relatif aux branchements et installations
 - Décret du 13 juin 1969 relatif à la sécurité sur les chantiers.

Avant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur provoque la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

3.4.7. Prestations diverses

3.4.7.1. *Nettoyage du chantier*

Pendant la durée du chantier, les abords demeureront accessibles et débarrassés des matériaux non utiles à la construction.

Chaque entrepreneur fait son affaire de l'enlèvement des déblais et gravois afin de maintenir le chantier en état de constante propreté.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis en conteneur.

Chaque entrepreneur effectuera un nettoyage quotidien de la zone des travaux. Ce nettoyage consiste à balayer et à évacuer les gravats. Cette mesure sera complétée par un nettoyage plus approfondi par chaque entrepreneur en fin de chantier.

Après achèvement des travaux, le site doit être débarrassé de tout matériel ou tous matériaux ayant servi à la construction.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Au cas où des défaillances à ces clauses sont constatées, le Maître d'Ouvrage fait procéder, par l'entreprise de son choix, au nettoyage nécessaire, aux frais et aux dépens de l'Entrepreneur en cause. Aucun feu de bois ou papiers divers n'est autorisé sur le site.

En cas de réclamation des usagers, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires à la bonne marche du chantier, et ce à la charge de l'entrepreneur.

3.4.7.2. *Raccords et dégâts*

Les dispositions concernant l'exécution des divers raccords sont définies au paragraphe 5 ci-après.

En cas de détérioration des installations provisoires de chantier (notamment alimentations et évacuations de fluides) et dans l'impossibilité d'en connaître l'auteur, la remise en état est imputée à l'ensemble des entreprises.

Pour les dégâts constatés sur les ouvrages exécutés après le passage des divers corps d'état, les raccords ou remises en état sont effectués aux frais du corps d'état responsable. La décision du maître d'œuvre s'impose aux parties.

3.4.7.3.Etat des lieux avant – après travaux

Ce constat se fera en présence du représentant de la maîtrise d'œuvre, de toutes les entreprises titulaires du marché.

Un état des lieux en présence des entreprises, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre sera réalisé.

4. PERIODES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET RECEPTION

4.1. PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1.1. Autocontrôle

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit procéder à la vérification des cotes de tous les plans dressés et signaler au maître d'œuvre au moins dix jours avant mise en œuvre, les erreurs, omissions ou incompatibilités qu'il pourrait y trouver.

Il doit suivre l'ensemble de l'exécution des travaux pour s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux seront observés et dans le cas contraire en référer au maître d'œuvre au plus tôt.

Enfin, il doit organiser son chantier de telle sorte que le contrôle des moyens et autocontrôle de la mise en œuvre soient systématiquement assurés.

4.2. RECEPTION

A l'instar de la période de préparation des travaux, il est prévu une période préparatoire à l'exécution des opérations préalables à la réception.

4.2.1. Avant réception

Chaque entrepreneur doit prévoir une période pour les réglages et essais avant réception. Cette phase s'effectue en dehors des périodes de fonctionnement des installations relatives aux besoins du chantier. Durant cette phase, tous les frais de main d'œuvre et d'entretien sont à la charge de l'entrepreneur, y compris ceux concernant la fourniture de l'électricité, de l'eau et du gaz. Le Maître de l'Ouvrage entre en possession des ouvrages dès notification favorable du procès-verbal de réception.

Chaque entreprise est tenue d'assurer d'elle-même, avant la réception, le bon achèvement de ses travaux et de procéder pour sa part aux finitions et mises au point qui s'y rapportent.

Toutefois, pour permettre l'exécution des ultimes finitions dans des conditions satisfaisantes, une organisation collective des travaux de finitions est mise en place pour la période préparatoire des opérations préalables à la réception fixée par le calendrier général des travaux.

En cas de défaillance ou de négligence caractérisée d'une ou plusieurs entreprises, le maître d'œuvre pourra mettre en demeure les entreprises responsables, par simple lettre recommandée, d'avoir, dans un délai de quarante-huit heures, à entreprendre, poursuivre et achever les travaux de finition de leurs ouvrages.

Passé ce délai sans que la mise en demeure ait reçu effet, le maître de l'ouvrage pourra confier ces travaux à toutes entreprises de son choix, au frais, risques et pour compte des entreprises défailantes, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient leur être réclamés.

Le renchérissement du coût des travaux de finition sera à la charge de la ou des entreprises défailantes.

4.2.2. Garanties de l'Entreprise

La période de garantie porte sur 1 année à compter de la date de réception, conformément à la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978.

4.2.3. Réception

Tout matériel non conforme aux règlements ou aux pièces contractuelles est à remplacer aux frais de l'entrepreneur.

La réception ne sera prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des contrôles et essais pendant 1 AN à dater de cette réception, sauf spécification contraire dans la description des travaux.

Si de tels contrôles et essais, exécutés pendant le délai de garantie de deux ans défini ci-dessus, ne sont pas concluants, la réception est reportée.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu de remplacer immédiatement à ses frais tout appareil ou partie d'appareil qui est reconnu défectueux, et d'effectuer les réparations nécessaires, imputables à un vice de construction, d'installation ou de fonctionnement.

Pendant l'exécution des travaux et pendant la durée de délai de garantie, l'adjudicataire doit se soumettre à toute vérification qui est demandée par le Maître de l'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le remplacement de matériaux ou d'appareils ou la réfection d'ouvrages sont reconnus nécessaires, l'adjudicataire supporte avec les dépenses qu'entraînent ces constatations, les réfections et réparations de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice des indemnités qui sont encourues.

La réception peut être prononcée à l'achèvement de chaque tranche de travaux, si d'une part l'exécution des réalisations, la qualité des matériaux mis en œuvre, la construction des appareils est conforme en tous points aux prescriptions du Projet, et si d'autre part, les essais ont fait valoir les garanties données par l'adjudicataire.

La réception est constatée par un procès-verbal. Le procès-verbal qui est établi mentionne le cas échéant les omissions, imperfections ou malfaçons

constatées. Les pièces réparées ou fournies en remplacement de celles refusées sont soumises à une nouvelle réception.

4.2.4. Après réception

La réception une fois prononcée et pendant la période de garantie contractuelle, les entreprises doivent :

- Réparer les imperfections de construction relevées par la mise en fonction des bâtiments.
- Régler les installations et équipements techniques et s'il y a lieu, procéder à la mise au point définitive.

A cette fin, l'organisation suivante est à respecter.

4.2.5. Constitution du DOE

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par les entreprises avant tout démarrage de travaux à partir des plans des bâtiments numérisés établis par d'autres soins et qui seront mis à disposition des entreprises à sa demande par le maître d'ouvrage. Les fichiers des plans d'exécution des DOE de l'entreprise seront réalisés en respectant scrupuleusement la charte informatique choisie par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre.

Les DOE sont fournis par l'entreprise à la réception des travaux, ils sont conformes à la charte graphique adoptée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre.

4.3. CONTESTATIONS - SANCTIONS

En cas de contestation sur les ouvrages obtenus à l'occasion des essais de réception, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des contrôles, des étalonnages et de nouveaux essais par des techniciens spécialisés.

Dans le cas où l'entrepreneur ne pourrait pas tenir les critères définis au devis descriptif, tous remplacements, modifications, adjonctions, réparations ou réglages nécessaires doivent être faits sans apporter de gêne aux utilisateurs des installations.

Après exécution des travaux imposés, il est procédé à de nouveaux essais.

Il est rappelé que les frais de toute nature nécessités par les essais de réception sont à la charge de l'entrepreneur, y compris les honoraires des techniciens spécialisés participant aux essais, contrôles et étalonnages.

5. LIMITES DE PRESTATIONS

Liste non exhaustive aidant à la compréhension du détail du CCTP, notamment dans la ventilation entre les corps d'état.

Elles comprennent notamment :

- L'ensemble des fournitures décrites dans les documents.
- les frais de main d'œuvre et de pose du matériel,
- tous les frais annexes de main d'œuvre : indemnités, déplacement, horaires non standard...
- le nettoyage du chantier, l'enlèvement des gravois ; le chantier doit être laissé propre chaque jour, outils et stockage de matériels rangés,
- les essais et réglage des matériels.
- les essais et la mise en service,
- la formation de l'Utilisateur.

5.1. LOT 1 : GROS ŒUVRE ETENDU :

- L'installation de la base vie.
- Les percements pour les traversées supérieures à 3 dm² et supérieures ou égales au diamètre 100 mm
- La réalisation des réservations suivant les plans des autres corps d'états.
- Le détalonnage des portes
- La fourniture et la pose des ossatures de faux-plafonds.
- La fourniture au lot CVP et électricité de dalles de FP pour intégration des bouches de ventilation.
- Les découpes, les reprises et les finitions, des sols souples et des revêtements aux emplacements d'appareillage des autres corps d'état ;
- Les socles de propreté au sol.
- La dépose des plafonds pour les lots cvc et électricité ainsi que la découpe et la remise en état des gaines techniques.
- La fourniture des plans de calpinage
- Les renforcements de cloisons sur plans de réservations des autres corps d'état
- Toutes les trappes de visites, encoffrements, soffites nécessaires pour tous les corps d'état.

5.2. LOT 2 : ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

- La fourniture des alimentations protégées aux différents lots,
- La pose des luminaires et autres appareillages encastrés dans les plafonds suspendus de toutes natures.
- La fourniture et la pose des fourreaux de traversée avec ou sans platine ainsi que leur réglage et leur calage ;
- La pose des luminaires et autres appareillages encastrés dans les plafonds suspendus de toutes natures.
- La mise à la terre des canalisations de plomberie, chauffage, etc....

- Les peintures de protection anti-corrosion du matériel installé pour le lot électricité ;
- Les incorporations (interrupteur, prise de courant, etc... et du câblage) dans les cloisons en suivant l'avancement des travaux ;
- Les saignées et rebouchage des parois ;
- La mise à disposition des câblages et asservissements des équipements concourants au désenfumage des locaux ; aux contrôles d'accès.
- Les bouchements et calfeutrements après passage des canalisations du lot.
- La fourniture et pose des alimentations électriques des armoires suivant attentes demandées en début de chantier.
- La fourniture, pose et raccordement de l'arrêt d'urgence coupure générale ventilation.
- La fourniture et pose des GTL et tous ce qui concerne l'électricité des gaines (Fluides et prise fluides au lot fluides médicaux).

5.3. LOT 3 : PLOMBERIE, SANITAIRES, CHAUFFAGE, VENTILATION,

- La fourniture en début d'opération des plans de réservations.
- Les percements pour les traversées inférieurs à 3 dm² et inférieurs au diamètre 100 mm
- Les calfeutrements des passages de parois des réseaux du présent lot.
- La fourniture en début d'opération des plans d'implantation des détalonnages
- La fourniture en début de chantier du bilan de puissance électrique de ses équipements
- Les raccordements électriques de ses équipements.
- Les interventions aux niveaux inférieurs y compris raccordements des siphons.
- La mise à jour de l'imagerie et raccordement de la GTB pour les clim.

5.4. LOT 4 : PEINTURES

- L'ensemble des fournitures décrites dans le présent document.
- Les frais de main d'œuvre et de pose du matériel,
- Tous les frais annexes de main d'œuvre : indemnités, déplacement, horaires non standard...
- Le nettoyage final du chantier et l'évacuation de ces propres déchets.
- Les peintures de finition des canalisations apparentes.
- La préparation de tous ces supports.

5.5. LOT 5 : REVETEMENTS DE SOLS

- L'ensemble des fournitures décrites dans le présent document.
- les frais de main d'œuvre et de pose du matériel,
- tous les frais annexes de main d'œuvre : indemnités, déplacement, horaires non standard...
- le nettoyage final du chantier et l'évacuation de ces propres déchets.
- la Fourniture et pose des siphons de sol et l'étanchéité des salles de bains. Leurs calfeutrements CF lors du scellement.
- Les enduits sur les plaques supports des appareillages sanitaires avant pose des revêtements « douche ».
- La préparation de tous ses supports y compris ragréage des sols en plusieurs passes si nécessaires.

5.6. LOT 6 : FLUIDES MEDICAUX :

- L'installation complète des fluides médicaux y compris fourniture et pose des prises dans les Gaines (faines fournies et posées par le lot elec).